

*Initiatives ministérielles*

● (1315)

Cela continuera jusqu'au jour où nous pourrons annoncer aux contribuables que nous pouvons enfin diminuer les impôts. Cette augmentation de 1,4 milliard de dollars par année sera maintenue au cours des années subséquentes. Comparez cela au Budget des contribuables, dans lequel nous disons que le travail peut se faire sans hausses d'impôt.

Et le déficit? Selon les chiffres du ministre des Finances, le déficit sera de 32,7 milliards de dollars en 1995-1996. Le gouvernement libéral est en place depuis maintenant 18 mois. Le déficit était de 40 et quelques milliards de dollars lorsqu'il est arrivé au pouvoir. Après ce budget draconien, le plus sévère depuis la Seconde Guerre mondiale—et n'oubliez pas que c'est le deuxième budget du ministre—il réussira seulement à ramener le déficit à 32,7 milliards.

L'année suivante, il le ramènera à 24,3 milliards, et peut-être à 20 milliards l'année d'après. Et qui sait ce qui se passera ensuite lorsque le pays connaîtra un ralentissement économique, ce qui entraînera une augmentation des coûts tels que l'assurance-chômage et l'aide sociale et une diminution des recettes fiscales. Les libéraux savent tout cela. N'y a-t-il donc pas de bons administrateurs parmi eux? Les recettes fiscales diminuent, les dépenses augmentent et, d'un seul coup, le déficit recommence à grimper.

Et que dit le Budget des contribuables au sujet du déficit? Le déficit serait de 23 milliards de dollars en 1996-1997, et non pas 32,7 milliards de dollars comme le prévoient les libéraux. L'année suivante, nous le ramènerions à 11 milliards de dollars, alors que les libéraux prévoient encore un déficit de 24,3 milliards de dollars. Et, alléluia, à la fin de 1997-1998, le déficit serait rendu à zéro. Nous aurions enfin un budget équilibré, alors que les libéraux prévoient encore un déficit de quelque 20 milliards de dollars.

Cette année-là, s'ils forment encore le gouvernement, nous serons encore ici à débattre un autre projet de loi portant pouvoir d'emprunt. Par contre, s'ils sont de ce côté-ci et que nous sommes de l'autre côté, les discours comme ceux que nous entendons aujourd'hui ne seront plus nécessaires.

Que prévoit le budget libéral au sujet de la création d'emplois? Nous savons déjà que la situation n'est pas très rose dans le secteur public, qui perd 45 000 emplois. Dans le secteur privé, il y a plus de dettes et moins d'emplois. C'est assez simple. Nous savons déjà tout cela. Dans notre budget, nous reconnaissons que certaines mesures auraient un impact négatif sur le secteur public parce que nous serions obligés de faire la même chose que vous. Il nous faudrait régler les problèmes que vous avez créés.

**Le président suppléant (M. Kilger):** Je demanderais au député d'adresser ses remarques à la présidence. Je me sens mis à l'écart encore une fois.

**M. William:** Loin de moi la pensée de vous exclure, monsieur le Président. Je m'excuse. Si le gouvernement libéral reste au pouvoir, il aura du pain sur la planche. La création d'emplois souffre du fait que la dette continue d'augmenter.

Et cela continue. Nous avons produit un document de 58 pages, presque aussi volumineux que celui que les libéraux ont produit avec l'aide de tous les experts de la fonction publique, des statistiques et de l'analyse budgétaire d'un bout à l'autre du pays en y dépensant des millions de dollars. Et quelle véritable importance tout cela a-t-il pu avoir? Nous constatons maintenant que la grande consultation prébudgétaire a eu lieu au caucus libéral juste avant la présentation du budget. C'est peut-être la grande consultation qui a vraiment influencé le ministre des Finances. Toute la consultation d'un bout à l'autre du pays n'a servi qu'à jeter de la poudre aux yeux.

Il faut cesser de demander chaque année un pouvoir d'emprunt. Voilà ce que nous disons. Nous n'en avons plus les moyens. Il faut donc prendre un engagement. Prenons la ferme résolution à la Chambre que nous aurons peut-être ce débat et peut-être deux autres encore sur le pouvoir d'emprunt, et puis plus jamais.

**M. Andy Mitchell (Parry Sound—Muskoka, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de donner mon avis sur le budget. Je tiens d'abord à féliciter le ministre des Finances.

Le ministre des Finances a présenté un budget responsable, bien construit et—ce que les députés d'en face ont de la difficulté à reconnaître—équitable.

● (1320)

C'est un budget équitable, responsable et acceptable parce que le gouvernement reconnaît le fait qu'il a une double responsabilité en ce qui concerne les affaires du pays. Il reconnaît qu'il a une responsabilité financière. C'est pourquoi le budget est prudent. Il reconnaît que nous fonctionnons comme une entreprise privée sans en être une. Il reconnaît que nous devons en avoir pour notre argent.

En outre, le gouvernement reconnaît qu'il a une responsabilité sociale et que les mesures qu'il prend ne visent pas toujours à faire des bénéficiaires, mais que ce sont des mesures qu'il convient de prendre. Nous les prenons parce que nous reconnaissons qu'en tant que gouvernement nous avons des responsabilités et des obligations envers les Canadiens et que nous tenons à assumer nos responsabilités tant financières que sociales.

Il ne fait aucun doute que, sur le plan financier, nous avons fort bien assumé nos responsabilités. Pour la première fois depuis presque une génération, un ministre des Finances a fixé un objectif de réduction du déficit l'an dernier et non seulement il a atteint cet objectif, mais encore il a fait mieux que ce qu'il avait prévu.

Ensuite, le ministre s'est fixé l'objectif à moyen terme de 3 p. 100 du PIB d'ici deux ans et il s'est doté d'une stratégie pour y parvenir. C'est une stratégie claire, concise, réaliste qui nous permettra de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB.

Malgré ce qu'en pensent les députés de l'opposition, ce budget n'est pas de la poudre aux yeux. De véritables compressions sont prévues, alors que dans le passé, les réductions consistaient simplement à dépenser un peu moins que l'augmentation qu'on avait prévue. Il s'agit de véritables compressions de dépenses